

23 avril 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration conjointe du Président de la République et du Président de la République de Chypre.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Président, cher Nikos.  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Madame l'Ambassadrice,  
Monsieur l'Ambassadeur,  
Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi d'abord, cher Président, cher Nikos, d'avoir un mot pour le sergent Anicet Girardin qui a succombé, hier, à ses blessures lors d'une attaque contre la FINUL samedi dernier. Une attaque inacceptable, commise selon toute vraisemblance par le Hezbollah, qui a également coûté la vie à l'adjudant Montorio, à qui la nation vient de rendre hommage. Je veux ici adresser mes condoléances sincères à sa famille, ses frères d'armes et avoir une pensée aussi pour nos autres soldats blessés. Nous attendons évidemment des autorités libanaises que toute la lumière soit faite sur cette attaque, que les auteurs soient identifiés, arrêtés et puissent répondre de leurs crimes.

Monsieur le Président, merci pour les mots que vous venez d'avoir et pour l'accueil qui est fait à la France aujourd'hui, juste avant ce sommet informel et sous votre présidence au Conseil européen. Monsieur le Président, c'est pour ma délégation et moi-même, un véritable bonheur d'être à vos côtés, parce que cela compte et parce que la France aime Chypre. Notre rôle est d'être aux côtés de votre pays en effet quand les temps sont difficiles.

Lors de ma visite le mois dernier, immédiatement après le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, nous nous sommes rendus ensemble, avec le Premier ministre grec, Kyriákos Mitsotákis, sur la base aérienne de Paphos, et nous y avons réaffirmé notre solidarité sans faille à l'égard de votre pays. Parce que c'est une solidarité à l'égard d'un ami, c'est aussi une solidarité européenne. C'est donner un contenu immédiat, très concret, à ce que vous venez de rappeler, c'est-à-dire ce que sont nos textes européens qui prévoient une telle solidarité. C'était la réaffirmation de notre détermination à sécuriser l'espace européen. J'ai dit de manière très simple, le 9 mars dernier, lorsque Chypre est attaquée, c'est l'Europe qui est attaquée.

Nous avons donc renforcé notre dispositif de défense dans la région, avec le déploiement rapide de moyens militaires, en particulier le groupe aéronaval français. C'est avec constance ces dernières années que nous avons agi à chaque fois que la région a été sous tension. En 2021, aussi, nous étions aux côtés de la Grèce et de Chypre quand d'autres formes de tensions s'exerçaient en Méditerranée orientale. En tout cas, ce soutien est la manifestation concrète de la solidarité qui nous lie entre membres de l'Union européenne et de la relation franco-chyprite que nous avons rehaussée en décembre dernier au rang de partenariat stratégique. C'était votre volonté, dès le premier jour, je me souviens très bien, de votre élection.

La France est fière d'être l'un des partenaires privilégiés de Chypre en matière de défense, tant au plan opérationnel que pour la fourniture d'équipements et d'armements. Nous venons d'évoquer à l'instant avec Monsieur le président le renforcement de cette coopération avec de nouveaux partenariats, les perspectives à venir avec l'accord SOFA qui sera signé en juin et une volonté, ensemble, d'avancer. Ceci est aussi cohérent avec le rôle que vous avez joué et que vous continuez de jouer pour nous-mêmes et beaucoup d'Européens ces dernières années, puisque votre soutien a été à chaque fois indispensable lors des opérations d'évacuation de nos ressortissants au Proche-Orient. Je tiens ici à vous remercier une fois encore de tout ce qui a été fait durant ces dernières années par votre pays.

C'est pourquoi c'est un partenariat stratégique équilibré, pertinent. Il a, 4 mois après sa signature, déjà porté ses fruits dans de nombreux domaines. En matière de sécurité et de défense, je l'ai dit, où d'ailleurs nous mobilisons les instruments européens, comme le programme SAFE, au service de ces capacités, mais dans les secteurs des infrastructures, de la transition écologique, où des entreprises françaises et chypriotes travaillent étroitement au développement de solutions innovantes. Et je salue la signature récente d'un accord dans le domaine spatial entre Hellas Sat, le CNES, Safran et Thales Alenia Space. Plusieurs entreprises françaises sont directement impliquées dans des projets d'ampleur à Chypre, notamment Bouygues et Egis, les aéroports de Nice, chargés de la gestion de l'agrandissement des aéroports de Larnaca et de Paphos, TotalÉnergies dans le domaine gazier, avec un projet important. Le grand port maritime de Marseille Fos et l'autorité des ports de Chypre ont également conclu un accord pour accélérer la décarbonation des activités du port de Limassol.

Dans le domaine de la sécurité civile, l'expertise française est engagée auprès de nos partenaires chypriotes, notamment pour soutenir les efforts de lutte contre les feux de forêt, défi que nos deux pays doivent relever chaque été. Et puis, nous avons une relation qui s'est intensifiée ces dernières années en matière de recherche. Une partie de la délégation qui m'accompagne d'ailleurs, travaille sur ces sujets, et notre institut de recherche, mais également une coopération remarquable dans le domaine éducatif. Nous irons visiter tout à l'heure l'école franco-chypriote de Nicosie, qui connaît une très forte croissance, avec aussi un développement rapide de son deuxième campus à Limassol. Et là aussi, nous poussons les murs, si je puis dire. Nous avons aussi, avec le président, parlé de la suite. C'est, je crois, un formidable investissement d'avenir.

Tout ça est au service d'une relation bilatérale qui atteint un niveau historique. Nous nous en réjouissons, le président et moi-même, que nous voulons encore densifier avec des projets d'interconnexions, des projets d'énergie et, au fond, en reconnaissant le rôle qu'a Chypre dans la Méditerranée orientale, d'être aussi ce point de passage entre notre Europe et les rives de Méditerranée orientale des autres continents.

C'est pourquoi tous les projets d'interconnexions verront la France à vos côtés en termes de soutien pour des financements européens, de partenariats industriels et opérationnels. C'est aussi pour cela, vous l'avez rappelé, Monsieur le président, que le projet IMEC, de Bombay à Marseille, passe mécaniquement par votre pays et par des partenariats que nous souhaitons renforcer en matière de transport maritime, en matière de connexion énergétique, en matière de connexion et de transmission de données qui sont, je dirais, trois segments sur lesquels le partenariat bilatéral est aussi au service de cette intégration plus large d'un point de vue régional.

Nous œuvrons aussi ensemble dans la région, dans un contexte évidemment bousculé, je veux remercier le président pour son engagement constant, d'abord pour discuter avec toutes les parties prenantes, comme le fait la France, et au fond, nous avons une posture depuis le premier jour qui est claire. Nous appelons au respect du droit international, nous voulons la désescalade et la reprise de négociations. Nous sommes venus en soutien des pays du Golfe qui ont été attaqués directement par l'Iran. Nous avons pris nos responsabilités, nous avons protégé nos ressortissants et nous œuvrons au retour de la paix avec, je dirais, deux questions qui sont importantes pour nos deux pays, sur lesquelles nous avons beaucoup fait ensemble.

La première, c'est celle de la liberté de navigation et tout le travail qui a été fait pour la réouverture pacifique d'Ormuz. Votre pays était aux côtés du Royaume-Uni et de la France, parmi les 49 nations qui se sont réunies la semaine dernière pour, justement, bâtir ce cadre de coopération pacifique et permettre de construire le cadre d'une réouverture dans la durée d'Ormuz, diplomatique, militaire, mais aussi technique et financière, pour assurer la reprise du trafic, ô combien importante pour le commerce international, nos économies, le prix du gaz et du pétrole.

C'est aussi dans ce même esprit que nous œuvrons ensemble aux côtés du Liban. Et vous avez pris une excellente initiative en faisant venir demain le Président Aoun, qui sera à nos côtés avec le prince héritier de Jordanie, le Président de la Syrie et le Président de l'Égypte. Mais le Liban, en effet, est aujourd'hui sous une très forte pression et nous œuvrons tous pour que d'abord le cessez-le-feu soit prolongé. C'est ce que nous défendons. Pour que les négociations puissent se faire dans un cadre adapté, c'est-à-dire évidemment entre le Liban et Israël, mais qu'elles puissent inclure tous les pays de la région qui sont pertinents pour la sécurité et la stabilité du Liban dans la durée, et pour que nous puissions véritablement bâtir les conditions d'une paix durable qui respecte la souveraineté du Liban, son intégrité territoriale et qui désarme durablement le Hezbollah.

À ce titre, je veux ici confirmer, puisque j'ai eu l'occasion il y a 48 heures de recevoir le Premier ministre Nawaf Salam à Paris, que la France se tient prête, au moment où le Liban en jugera opportun, d'organiser une conférence de soutien et de mobilisation de tous pour soutenir le Liban dans cet effort justement de reprise de souveraineté et que nous organiserons cette conférence qui aura tout à la fois vocation à soutenir les forces armées libanaises et à aider à la reconstruction du sud Liban, lesquelles sont indissociables. Et ceci serait aussi l'occasion de mobiliser davantage les financements européens et nous soutenons l'un et l'autre l'idée d'un accord de partenariat de l'Union européenne avec le Liban dans ce contexte, qui pourrait d'ailleurs venir se cristalliser au moment de cette conférence, comme on a su le faire ces dernières années, à chaque fois avec une aide remarquable de votre part, Président, avec la Jordanie ou avec l'Égypte. C'est le moment d'aider le Liban, c'est le moment d'être aux côtés de cette région et de le faire avec cette vocation de paix que nous venons d'évoquer.

De la même manière, nous continuerons évidemment d'œuvrer ensemble pour l'Ukraine et son soutien. Je veux ici féliciter la présidence Chypriote. Le déblocage du prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine, agréé en décembre dernier, va devenir une réalité, et c'est une très bonne chose, et je fais confiance à votre leadership. Et nous aurons l'occasion ce soir, puisque vous avez invité le Président Zelensky, de poursuivre les échanges avec l'Ukraine et l'agenda, à la fois de soutien à l'Ukraine, de pression sur la Russie avec des nouvelles sanctions, mais avec aussi une action déterminée à l'égard de la flotte fantôme russe. Notre travail conjoint aussi au sein de la coalition des volontaires doit permettre d'apporter aussi des garanties de sécurité robustes à l'Ukraine, ce qui est un travail indispensable que nous devons poursuivre.

Et puis, je veux ici aussi dire un mot de ce que nous tiendrons à la fois ce soir et demain, c'est-à-dire ce sommet informel, et remercier à nouveau votre présidence pour tout le travail qui est fait en commun. Au fond, nous sommes dans un moment d'indépendance à renforcer et de souveraineté européenne, et c'est absolument indispensable. Et donc les travaux que nous aurons à conduire viendront, si je puis dire, au soutien de cet agenda, dont vous venez de rappeler l'importance, dans la région, à l'égard de l'Ukraine, d'accélérer notre agenda de simplification et de compétitivité, qui est absolument clé. Et cet agenda doit se traduire par des avancées concrètes, la simplification que nous avons décidée et qui doit rentrer en vigueur, une politique ambitieuse de souveraineté sur les aspects technologiques les plus importants et un budget qui réponde à cette ambition de souveraineté par des finalités claires et des moyens là aussi clairs, et la mise en place d'une union de l'épargne et de l'investissement, qui est un élément indispensable de cette compétitivité européenne, en même temps qu'une préférence européenne que nous soutenons dans ce contexte.

Sur tous ces points, nous aurons l'occasion de débattre, ce soir et demain, d'avancer, mais je veux ici dire l'importance, en effet, de votre présidence pour une Europe plus forte, plus souveraine.

Voilà, monsieur le Président, ce que je souhaitais ici rappeler. Nous aurons l'occasion, dans un instant, d'être aux côtés des enfants et des adolescents et de soutenir les initiatives bilatérales éducatives, mais de rappeler aussi l'importance d'un autre agenda qui est aussi à défendre au niveau européen, qui est la protection de nos enfants face aux réseaux sociaux. En tout cas, je veux à nouveau, cher Nikos, vous remercier pour votre accueil, pour l'amitié, pour le partenariat stratégique qui met notre relation bilatérale à son plus haut, vous dire la fierté qui est la nôtre d'être à vos côtés aujourd'hui, et sur le plan bilatéral, sur le plan européen comme sur le plan régional, de continuer à avancer ensemble pour une Europe plus forte et indépendante au service de nos deux pays et pour une région en paix.

Merci beaucoup.